

Ennemis d'Etat

Raphaël Kempf
La Fabrique Editions
Septembre 2019
232 pages, 13 €

Raphaël Kempf fait partie de cette nouvelle génération d'avocats qui s'assument avocats et militants. Chroniqueur juridique confirmé, notamment dans le *Monde diplomatique*, il s'affirme également essayiste depuis la publication d'*Ennemis d'Etat*, sous-titré «Les lois scélérates, des anarchistes aux terroristes». Un premier essai que l'on peut qualifier de plus que réussi. Il y étudie la naissance des lois scélérates adoptées par le Parlement français entre 1893 et 1894. Quatre lois qui, à rebours de celle sur la presse du 29 juillet 1881, protectrice de la liberté d'expression et des opinions, auront pour objectif de criminaliser dans un premier temps les militants anarchistes, avant d'être utilisées contre d'autres formes d'expressions politiques, des communistes aux militants anticolonialistes. Comme il l'écrivit, «toute loi prise dans l'urgence en vue de traiter une situation spécifique finit toujours par s'appliquer bien au-delà des personnes qu'elle vise, et par menacer l'ensemble des citoyens». Ainsi vont toutes les lois d'exception, qui finissent par devenir droit commun et restreindre les libertés fondamentales de tous les citoyens. L'angle d'étude est celui du chercheur en droit mais également celui de l'historien. C'est d'abord dans les écrits de l'époque, et notamment à travers ceux de rédacteurs de *La Revue blanche*, qu'il révèle les critiques des contemporains de ces lois, dont certains furent à l'origine de la LDH, Francis de Pressensé, Bernard Lazare. Des écrits qui rapprochèrent des militants républicains, comme le jeune Léon Blum, à des militants anarchistes, en défense des principes juridiques fondamentaux et de la liberté d'ex-



pression. Un voyage exégétique à travers des travaux parlementaires et des prises de parole sensiblement comparables à celles de nos législateurs contemporains de l'état d'urgence et des atteintes aux droits de manifester de la funeste loi dite «anticasseurs». C'est également un essai sur l'Etat et la façon dont il construit ses propres ennemis, à travers une rhétorique défendant les libertés fondamentales mais dont le seul objet est de les restreindre. S'il est une urgence, c'est celle de le lire pour mieux comprendre et combattre les nouvelles lois scélérates.

Arié Alimi, membre du Bureau national de la LDH



Le Monde des nouveaux autoritaires

Michel Duclos (dir.)
Editions de l'Observatoire
Institut Montaigne, nov. 2019
288 pages, 19 €

Sous l'égide de l'institut Montaigne, think tank libéral indépendant, l'ancien ambassadeur de France Michel Duclos dirige ici un collectif d'universitaires, de journalistes et de diplomates pour dessiner au plus près dix-neuf itinéraires de démagogues ou despotes à la tête des démocraties ou, à tout le moins, de régimes illibéraux, pour esquisser des stratégies et des cultures politiques, dépassant la recherche vaine d'un archétype afin de travailler les idéologies et les communications. L'ouvrage s'attache ainsi aux trajectoires de Vladimir Poutine («le patriarche de cette confrérie»), Viktor Orbán («le meilleur disciple?»), Recep Tayyip Erdogan (emblématique d'une «dérive autoritaire»), Mohammed ben Salman et Mohammed ben Zayed (MBS et MBZ, «hommes forts arabes d'un type nouveau»), Abdel Fattah al-Sissi et Bashar al-Assad («dictateurs plus classiques»), Narendra Modi, Xi Jinping et Donald Trump («hauts et puissants seigneurs»), mais

aussi ces «nouveaux maîtres du monde», «souvent effrayants», Matteo Salvini, Jarosław Kaczyński, Rodrigo Duterte, Kim Jong-un, Benyamin Netanyahu, Paul Kagame, Nicolás Maduro et Jair Bolsonaro. Ces profils portent des «traits de gouvernance» communs : «Une forme ou une autre de nationalisme et/ou de xénophobie, une volonté de centraliser le pouvoir au détriment des corps intermédiaires, le contrôle des médias, la mise au pas des contre-pouvoirs comme la justice ou les ONG, enfin l'identification du peuple ou de la majorité de celui-ci à un dirigeant charismatique.»

Ces hommes, par-delà leurs campagnes tribuniciennes avec leur postures (et leurs impostures, comme l'illustrent les «infox») et le caractère opportuniste de leur aventure, remettent en cause le pluralisme-présentation comme l'homme providentiel du peuple (Salvini ou Erdogan) -, instrumentalisent les médias - de la propagande aux fake news (Trump) -, fragilisent l'Etat de droit et la justice - violation des règles et principes (Kaczyński, Erdogan, Trump ou Duterte) -, attaquent la démocratie - manipulation des élections (Maduro) - voire la dévoient - ethnicisation de celle-ci (Netanyahu ou Modi). Ils tranchent encore par des politiques sécuritaires et arbitraires, des financements occultes et des allégeances (oligarques en Russie ou en Hongrie).

Si l'on dépasse les quelques manques - certains «récits» délaissent la crise de la représentation dans nos démocraties - ou affirmations non étayées sur «les excès de la logique des droits de l'Homme», voilà, pour tout citoyen du monde, inquiet du verrouillage des espaces publics et des contre-pouvoirs comme de l'éloignement d'une gouvernance mondiale par la paix et la solidarité entre les peuples, un apport à la compréhension des nationalismes.

Emmanuel Naquet, coresponsable du groupe de travail LDH «Mémoires, histoire, archives»